

Une volonté politique à l'échelle de la planète

Le conseiller fédéral Moritz Leuenberger à la réunion plénière du Sommet mondial sur la société de l'information

Genève, le 11 décembre 2003

Il y a dix jours, nous n'étions pas d'accord.

En théorie, nous voulions tous combler le fossé digital, nous respections tous les droits de l'homme.

Mais à l'heure de coucher des principes sur le papier, nos différends semblaient insurmontables.

Je suis heureux, aujourd'hui. Nous avons trouvé de bons compromis, même s'ils ne répondent pas à toutes les attentes. Nous avons fixé des règles et des principes. Sans eux, la solidarité n'est qu'un mot, l'égalité des chances une vue de l'esprit.

Nous étions nombreux à avoir mis en garde contre un sommet qui n'aurait parlé que de technologie.

L'appel a été entendu. En effet, le sommet de l'information de Genève exprime une véritable volonté politique, ses participants partagent un projet commun : combler le fossé digital, renforcer la diversité culturelle, respecter la liberté d'expression et la liberté de la presse.

Prenons garde, cependant. Nous n'avons fait que les premiers pas vers une société de l'information meilleure et plus juste. Le chemin est encore long et il sera semé d'embûches.

Il faudra financer l'accès à internet jusque dans les régions les plus défavorisées. Mais pour surfer sur internet, il faut pouvoir lire. Nous devons donc soutenir l'alphabétisation.

Il faudra que la toile soit accessible à tous. Mais tout le monde ne comprend pas l'anglais. A nous de veiller à ce que la toile se tisse dans toutes les langues.

Les informations doivent se répandre vite et partout. Mais à quoi bon la plus performante des autoroutes de l'information, s'il n'y circule que de la propagande ? Nous devons faire respecter la liberté d'expression, insister sur le rôle indépendant des journalistes et des médias.

Bref, il nous faudra vivre nos principes.

La Suisse - permettez-moi cette parenthèse - ne respecterait peut-être pas ses quatre langues nationales, elle ne vivrait pas sa diversité culturelle, si elles étaient restées de purs idéaux.

Un exemple. Dans mon pays, chaque groupe linguistique dispose de programmes de télévision et de radio publiques. La région la plus peuplée – à savoir la Suisse germanophone - finance les programmes dans les autres langues.

Si cette solidarité existe entre la Suisse qui parle français, celle qui parle allemand, celle qui parle italien et celle qui parle romanche, c'est parce qu'il y a eu, au départ, une volonté. Une volonté politique inscrite dans la Constitution, exprimée dans des lois. Une volonté qui ressemble, en petit, à celle que le sommet exprime aujourd'hui.

Mais si cette solidarité subsiste - dans mon pays et dans d'autres - c'est aussi parce que nous, la communauté internationale, nous résistons à la loi du plus fort.

Et c'est aussi parce que, dans le monde entier, il y a des citoyens qui sont convaincus qu'un Etat démocratique qui répartit les richesses est le meilleur garant d'une société fraternelle.

Répartir les richesses signifie répartir les moyens d'accéder à une information de qualité, mais aussi les moyens de la traiter et de la diffuser. Et finalement de la comprendre.

Il en va de la cohésion de ce monde, il en va de notre idéal de paix.

Nous avons deux ans pour concrétiser le plan adopté ici à Genève.

Nous serons jugés à l'aune de nos réalisations. Sans elles, la solidarité n'est qu'un mot, l'égalité des chances une vue de l'esprit.